

Les ouvriers sont prêts, mais pas les dirigeants

Un pour cent d'augmentation à partir du 1^{er} septembre serait accordé par la Régie Renault à son personnel.

Le mythe de l'accord-contrat Renault, ses promesses quant au maintien et à l'amélioration du pouvoir d'achat, les envolées des réformistes de tout poil affirmant que les avantages obtenus alors dépassaient les « conquêtes de 1936 », s'effondrent brutalement.

Depuis la rentrée des vacances, les ouvriers discutent beaucoup dans les ateliers, mais les innombrables: « Que faites-vous? » — « Qu'est-ce que vous attendez? » — « Qu'avez-vous décidé? » dont ils assaillent leurs délégués et les militants syndicaux n'ont pas encore déterminé un changement d'orientation des diverses organisations syndicales.

À la réunion du 3 septembre, le rapport de Linet, au nom du bureau évidemment, n'a pas

bouleversé les militants présents. C'est le genre de rapport dans lequel on parle de tout et de rien (l'organisation, le recrutement, la diffusion de la V. O., Baillet, etc...). Parfaitement insipide.

Cette atmosphère pèse sur les militants qui doivent approuver, applaudir et appliquer une politique dont ils sentent le vide, l'inefficacité et que les ouvriers ne se gênent plus pour critiquer. À cette Assemblée du 3 septembre, Linet demandant à un ouvrier ce qu'il en pensait, celui-ci lui répondit en substance: « ... Je ne sais pas. L'atmosphère y est dans l'usine. Mais si tu veux mon avis, ce qu'il faut c'est une grève générale dans l'usine. » Ce camarade n'aurait pas mieux dit en racontant que le rapport Linet, c'est du « vent ».

Un autre s'est exprimé plus nettement en reprochant au Syndicat CGT de ne rien proposer,

de refuser de prendre ses responsabilités, d'avoir toujours les yeux fixés sur les éléments d'arrière-garde de l'usine: « Ce que veulent les gars, c'est un grand mouvement d'ensemble. Comme cela ils sont prêts à se battre. C'est vous qui n'êtes pas prêts », a-t-il ajouté en montrant la présidence de l'Assemblée où trônait Beaumont de la Fédération des Métaux.

Inutile de dire que cela a jeté un froid parmi les dirigeants, et Beaumont s'est cru obligé de prendre la parole pour répondre et son grand argument final, c'est que « toutes les conditions ne sont pas réalisées pour un grand mouvement, que, bien sûr, nous voulons tous ».

Parmi ces conditions, une au moins, parler net aux ouvriers, est nécessaire: « Ce que l'on veut, combien, et comment. Un plan de travail n'est pas concevable autrement.

20 % de la paie de l'O. S., c'est 8.000 fr. par mois, 40 à 50 fr. de l'heure. C'est autour de ces chiffres qu'il faut travailler, organiser l'agitation systématiquement, préparer l'action qui doit être une proposition de grève même limitée mais tous ensemble. Lier cette lutte à celle de toute la métallurgie et profiter de l'Assemblée de Baillet pour coordonner les luttes d'entreprises. Pourquoi ce qui est valable avec les usines S.N.E.C.M.A. coordonnant leur activité ne le serait pas à l'échelle des différentes branches, des différentes unions? C'est cela que les ouvriers veulent. C'est aussi une des conditions qu'ils mettent pour se battre: passer au delà de la lutte par morceaux.

L'unité, une campagne d'unité systématique de la base au sommet et du sommet à la base n'a de sens que si elle se conçoit sur la base de l'action, de préparation d'action, de propositions d'action.

LA GRÈVE DES BANQUES

« Grande victoire des banques », clament les directions syndicales. Magnifique mouvement certes, grande victoire, non!

Chacun a pu suivre dans la presse, à la radio, d'après les communiqués officiels, la lutte menée par les employés de banque, mais il fallait participer effectivement au mouvement pour en mesurer la force.

Les débrayages dans différents services du C.N.E.P. accompagnés de manifestations de rue, parmi lesquelles, la plus importante, celle du 3 juillet, entraînant dans son cortège, de banque en banque, 5.000 manifestants devant le Ministère du Travail, démontrent la popularité de cette grève.

La pression de la base obligea rapidement les directions syndicales à se mettre au diapason. Mais tout au long des trois semaines de grève, elles ont constitué un frein au développement du mouvement et par là-même à son extension à d'autres corporations. Il n'est que de se rappeler, lors de la première réunion à la Grange-aux-Belles, où étaient présents bien avant l'heure indiquée plus de 10.000 employés, les pâles discours des dirigeants. Malgré cela, une masse enthousiaste répondait par des applaudissements chaleureux aux mots d'ordre avancés.

- 5.000 francs pour tous.
- Salaire minimum à 35.000.
- Semaine de 40 heures.

C'est à cette réunion-là que j'ai entendu: « Ça fait deux ans que je travaille en Agence comme standardiste à 28.000 francs par mois. Avant j'avais honte d'indiquer mon salaire. C'est eux maintenant qui devraient rougir de me donner si peu ». Quelques collègues de la B.N.C.I. Champs-Élysées, très fiers, nous expliquent: « Nous, on a quitté le boulot depuis lundi midi », c'est-à-dire plus de huit jours avant que le mot d'ordre de grève générale soit lancé.

Au durcissement du gouvernement, les grévistes opposent la volonté farouche de l'obliger à céder et c'est par des cris et des moqueries qu'ils accueillent les refus successifs de révision de salaires avant septembre de M. Félix Gaillard.

Ils sont pleinement conscients de la force qu'ils représentent et persuadés d'emporter la victoire.

Mais c'était compter sans des directions syndicales bureaucratiques, cherchant à endiguer le mouvement, faisant le jeu du patronat en menant une grève paisible. Finies les manifestations de rues du début! On ne permet pas à la grande masse des grévistes de participer d'une façon active à la lutte. Les discussions se font en vase clos. On décide pour elle. On la met devant le fait accompli.

La façon dont s'est terminé ce magnifique mouvement en est la meilleure preuve:

27 juillet, meeting. Comme à l'habitude, une Bourse du Travail comble. Les manifestants dé-

bordent même dans la rue du Château-d'Eau. Compte rendu de la réunion de conciliation. Les dirigeants syndicaux ont accepté les propositions faites par l'A.P.B., à savoir:

1° Augmentation des traitements de 5,5 % à partir du 1^{er} août 1957;

2° Allocation exceptionnelle portée de 30 à 45 % d'une mensualité;

3° Aménagements à la convention collective:

- prime d'ancienneté portée à 4 % après un an de service et atteignant 30 % pour 27 ans de service à dater du 1-7-57.
- Congés portés à un mois de date après dix ans de service et alignés, dans les réseaux de province, sur ceux de Paris.

Les délégués ajoutent qu'il n'y aura pas d'imputations sur le 13^e mois ni de sanctions pour faits de grève. Il ne manquera plus que cela. Et chacun dans la salle, de hurler!

C'est tout. Et nos représentants ont accepté! Ils ont promis la reprise du travail!

Se préparant à la désapprobation et l'hostilité des manifestants, ils ont préparé leurs arguments mensongers: le mouvement s'effrite, la province reprend. C'est faux! Si l'on constate une certaine reprise — dans laquelle ils ont là une grande part de responsabilité — le mouvement n'en reste pas moins solide et fermement décidé à aller jusqu'au bout. On n'abandonne pas si facilement quand on a tenu trois semaines!

Dans la salle, dehors, au mot d'ordre de reprise du travail, stupéfaction générale faisant bientôt place à une violente colère. De toutes parts fusent des mots injurieux: « Traîtres », « Vendus », « Nos 5.000 ». Devant cette salle déchainée, les orateurs s'empressent de clore les débats, sans même procéder à la mise aux voix d'une résolution décidant la reprise.

Et le paiement de nos jours de grève? Cette exigence revient dans la bouche de tous!

Pour l'obtenir, nos organisations syndicales ne savent ouvrir comme perspectives que le refus de faire des heures supplémentaires. Alors que chacun sait que demain, quand nous aurons tous repris, petit à petit les heures supplémentaires seront accomplies dans les agences et ceci se trouve confirmé maintenant. Au siège social de la B.N.C.I. par exemple, des employés travaillent jusqu'à minuit. Les pressions de la Direction, la majoration sensible du tarif des heures supplémentaires contribuent à cet état de choses.

La conclusion à cette grève est que la corporation bancaire peut, malgré toutes les manœuvres entreprises, être fière d'avoir fait baisser pavillon à gouvernement et patronat. Elle a donné la démonstration de sa force. Elle saura tirer la leçon de cette expérience. La reprise forcée ne saurait que constituer une trêve.

La rentrée chez Chausson

La rentrée s'est effectuée chez Chausson et quoique on s'était quitté lors du départ en vacances en se promettant une grève à la rentrée, rien ne s'est encore passé.

Il ne faudrait cependant pas grand-chose pour que ça démarre. C'est tout simplement que les travailleurs de l'usine, quand ils parlaient de se battre à la rentrée, pensaient « la classe ouvrière » et pas seulement les travailleurs de chez Chausson. C'est ce qu'ils pensent toujours et leurs raisons de se battre n'ont pas diminué. En reprenant le travail, les ouvriers ont appris que la cantine était augmentée de 13 %. A part ça le patron dira que la vie n'augmente pas, sauf pour lui sans doute.

Une manifestation a été faite à la cantine, une partie des travailleurs n'y mange plus; mais tous les restaurants autour de l'usine ont augmenté aussi.

De plus en plus, les gars disent: « Ce coup-ci, c'est tous ensemble qu'il y faut aller ». — « ... Comme dans les banques... » — « Maintenant c'est la grève générale qu'il faut... » et ce, de la part de très jeunes ouvriers ayant peu ou pas d'expérience politique.

Une Assemblée générale a déjà été tenue au cours de laquelle un secrétaire cégétiste a appelé tous les syndicats de l'usine à demander à leurs Fédérations respectives de se rencontrer pour engager une action commune à l'échelon régional ou national.

C'est ce que les travailleurs désirent, mais ils s'aperçoivent que les dirigeants ne répondent pas à leur vœu.

La pression n'est pas encore assez forte. Il faudra que les militants de la C.G.T. comprennent qu'ils doivent mettre en demeure leur Direction d'assumer ses responsabilités et d'organiser les luttes revendicatives à l'échelon national.

CORRESPONDANT.